Avec ou sans gilet,
il est temps de s'y mettre !

NOS DIVERGENCES, NOS EXPÉRIENCES,
NOS CONCLUSIONS

Les débuts du mouvement des « Gilets Jaunes » furent laborieux. Le poujadisme qui y régnait en maître avait quelque chose d'écœurant. Les exactions racistes et homophobes de certains avaient fini par nous convaincre de la nature fasciste de ce mouvement.
Pourtant - chose imprévisible il y a 15 jours encore - des individus épars, épuisés par la lutte pour la survie quotidienne, se sont agrégés sur les barrages. Non pas pour défendre un programme, un drapeau ou une banderole, mais simplement parce qu'ils n'y arrivent plus. Sur ces barrages se sont développé des solidarités. Ces solidarités ont permis à beaucoup de reprendre goût aux autres, d'avoir de nouveau une vie sociale et affective à laquelle ils n'avaient plus accès.
Que cela nous plaise ou non, le mouvement des « Gilets Jaunes » était plus clair au début : ils contestaient les taxes, ils étaient essentiellement issus des classes moyennes inférieures qui opposaient au gouvernement des intérêts propres à cette catégorie sociale. Le mouvement initial était teinté d'anti-communisme, d'anti-syndicalisme et transpirait le nationalisme. Dominé par une idéologie de petits entrepreneurs, ce mouvement était l'expression d'un refus des charges sociales et du régime de solidarité que nous connaissons en France (RSA, CMU, etc).
C'est parce que les débuts des « Gilets Jaunes » ont été ceux-ci qu'aujourd'hui, bon nombre de ceux qui sont sur les barrages ne portent pas de chasuble jaune. Et pourtant, ils y sont. Ils y sont sans gilet, mais gonflés par la même férocité envers ce monde qui nous laisse crever de soif au bord de la fontaine. Aussi, trêve d'uniformité vestimentaire, effleurons le fond de nos préoccupations communes !

MACRON, ON S'EN FOUT :
ON N'VEUT PLUS DE CHEF DU TOUT !

Nous pouvons affirmer que le stade populiste des premiers jours est aujourd'hui en cours de dépassement.
Aujourd'hui, le démagogique discours anti-macroniste ne nourrit plus le mouvement. L'anti-macronisme utilisé jusque là pour ratisser large et massifier les rassemblements a, au final, ratissé bien trop large.
Aujourd'hui, sur les barrages, s'agrègent des travailleurs précaires, des ouvriers, des chômeurs, des parents isolés, des petits paysans. Au cours de la semaine du 30 novembre, tous ces gens ont littéralement modifié les propos des « Gilets Jaunes » à travers ce qu'ils sont (et non à travers ce qu'ils pensent).
Aujourd'hui, les « Gilets Jaunes » discourent sur la « justice sociale » et non plus d'une

limitation des taxes comme au début. A cette heure, les « Gilets Jaunes » sont contraints à s'intéresser à cette politique qui les fait tant chier. Partout, il n'est question que de dissolution de l'Assemblée nationale, de création d'un parti « Jaune » ou d'un nouveau régime dont les assemblées de base licencieraient les députés en assurant la charge législative (voter les lois, les proposer).
Au final, la défiance institutionnelle envers la classe politique s'est peu à peu muée en un rejet absolu du système parlementaire. N'en déplaise aux partisans d'une liste « Gilets Jaunes » à X élections : leur démarche reste entièrement un rejet, même s'ils prétendent tout changer en suivant les règles.
Ce qui n'en est encore aujourd'hui qu'à un stade embryonnaire, c'est un soulèvement. J'insiste : nous parlons de soulèvement, et non d'une prise de pouvoir par un parti « Gilets Jaunes » ou par l'armée qui serait au service des « Gilets Jaunes » (cette dernière position est défendue par Christophe Chalençon, l'un des leaders de la tendance « officielle » des « Gilets Jaunes »).
Au vu du simple plaisir à être ensemble, de l'enthousiasme comme de la détermination des individus se rassemblant sur les barrages, nous n'en sommes plus à nous demander « *quand allons-nous rentrer chez nous ?* », mais « *que va-t-on faire de cette force collective qui est la nôtre et qui fout autant la trouille aux élites ?* ».

Ce mouvement polymorphe est en constante évolution. A chaque nouvelle contradiction qui surgit en leur mouvement, les « Gilets Jaunes » sont contraints de se choisir ou de disparaître.
Avec l'arrivée des fêtes, les commerçants qui animaient ce mouvement en ses débuts demandent aujourd'hui aux autorités de déblayer les barrages au plus vite – ce qui n'est évidemment pas du goût de ceux qui se rassemblent toujours sur ces barrages.
Idem quant au nationalisme et aux agressions racistes ou homophobes. Beaucoup de barrages ont banni ces comportements, quand d'autres demandent de plus en plus expressément aux porte-drapeaux patriotiques de remballer fissa leurs torchon tricolore.
Après 15 jours de blocage, les questions de fiscalité sont devenues secondaires et un nouveau sujet (plus concret, celui-ci) s'invite de plus en plus dans les débats : la gamelle.
Au fur et à mesure que mûrit le mouvement, il est contraint d'être en accord avec la compréhension qu'il a de lui-même. Cette compréhension évolue à force d'expérience, mais aussi d'échanges et de prise de conscience des réalités matérielles. Cette prise de conscience des réalités matérielles, c'est la conscience qu'a chacun des réalités que nous partageons (par ex : l'apocalypse climatique en devenir, le prix du gazole, etc), mais c'est aussi la prise de conscience des différentes misères qui nous frappent ou frappent nos voisins (par ex : avoir ou non une voiture, vivre avec 1.200 euros par mois ou les 460 euros du RSA socle, vivre en couple avec ses enfants ou seul avec ses enfants, etc.).
Les conséquences sensibles de cette prise de conscience des réalités matérielles sont en train de démystifier « l'assisté ». Servi en pâture à la plèbe laborieuse à chaque JT de 20h depuis 20 ans, « l'assisté » devient familier sur les barrages, et sa réalité se révèle bien moins luxueuse que ce que beaucoup croyaient avant de s'investir dans ce mouvement.
Pareil pour les précaires et autres allocataires, qui découvrent avec stupeur qu'un salaire fixe, à plein temps et pérenne, ne permet pas pour autant de s'acheter une maison, de mieux se nourrir et de partir en vacances.
Les espaces de rencontre et d'échange créés par les « Gilets Jaunes » sont leur plus belle réussite. C'est indéniable.
Ces espaces qui étaient, il n'y a pas si longtemps, le théâtre d'une répugnante réconciliation

de classe entre exploités et exploiteurs, sont en train de devenir des espaces où les petits retraités, les smicards et les précaires-chômeurs prennent conscience qu'ils appartiennent à une même classe. Cette classe qui se redécouvre, redécouvre aussi qu'elle n'a aucun intérêt en commun avec ceux qui prétendent la gérer ou lui octroyer un salaire misérable.
Adjoindre le rejet total de la politique institutionnelle à des notions tel que « la justice sociale » n'est pas sorti de nulle part, mais de cette prise de conscience que le mouvement a engagée et que plus rien ne semble pouvoir contenir (même pas les échappés de l'asile de l'UPR de M. Asselineau).

Les élus tentent, à chaque intervention, de remplacer le terme de « justice sociale » par celui de « justice fiscale ». Ceci n'aura échappé à personne.
Cette « justice fiscale », parce que fiscale, n'est au final qu'une tentative d'enfumage sur les vraies questions que pose le mouvement des « Gilets Jaunes ». Et ces questions sont d'ordre social, et non fiscal, puisque le sujet n'est plus de savoir « *quelle taxe vais-je payer en faisant le plein ?* » mais « *comment vais-je faire le plein ?* ».
Le mouvement n'est pas encore assez mûr pour abattre les carcans fondamentaux qui ont fini par conduire, au XXIe siècle, notre espèce au bord de l'extinction. Pourtant, chacun est conscient de cette sanction climatique comme chacun est conscient qu'on s'en sort à peine mieux avec un SMIC qu'avec un RSA ou le Minimum Vieillesse.
Encore une fois, nous en revenons donc au pognon... Ce pognon qui nous manque, ce pognon qu'on nous donne pour qu'on le rende (en travaillant dans l'intervalle si c'est possible), ce pognon que nous comptons dès le 15 du mois, ce pognon qui est la condition pour nous nourrir, nous chauffer, nous loger, s'occuper de nos enfants, nous bourrer la gueule pour oublier ou fumer un pétard pour nous apaiser... toujours, constamment, on en revient au pognon.
C'est ce même pognon pour lequel les industries ont pourri le Rhône. C'est encore pour ce pognon que les sociétés minières ont pourri bon nombre de sols et de rivières en Cévennes. C'est toujours pour ce pognon que des sociétés agroalimentaires ont empoisonné des nourrissons et collé des cancers à gogo en incitant les paysans à utiliser des produits phytosanitaires par le passé.
Enfin, c'est pour ce pognon que tu te lèves à 5h du matin ou que tu vas subir les flicages et les humiliations que t'imposent la CAF ou/et Pôle Emploi. Et pourquoi, au final ? Pour en être toujours dépourvu, car la vérité à propos du pognon, c'est qu'il n'est pas fait pour que nous en ayons l'usage. Le pognon n'existe que comme une carotte. En franc, en euro ou en dollar, une carotte reste une carotte. Une carotte bien plus économe pour les maîtres que ne l'étaient les chaînes du servage ou de l'esclavage.
Et cette carotte, à terme, il sera nécessaire de la brûler, car c'est elle qui appauvrit quotidiennement ; car c'est elle qui nous conduit droit dans le mur du chaos écologique.

Avec ou sans gilet
LE FRIC NOUS COÛTE TROP CHER
FAISONS DU PRÉSENT TABLE RASE !

Des Sans-Gilet des Cévennes

(et c'est tout de même mieux que d'être sans-culotte au vu du froid !)